

COMMUNE
DE
LAVAL-sur-TOURBE

Extrait du registre des délibérations du conseil
municipal

Séance du 28 mars 2014

Nombre de conseillers :

En exercice

7

Présents

7

Votants

7

Par suite d'une convocation en date du 23 mars 2014 les membres composant le conseil municipal se sont réunis en mairie, 28 mars 2014 à 20 h30, sous la présidence de Mme HUVET Odile, Maire.

Etaient présents : CUNY Sébastien, FOURAUX Laurent, GABREAUX Evelyne, GABREAUX Lory, GUYOT Véronique, PICOT Olivier

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-17 du Code général des collectivités territoriales.

Délibération n° 1576

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil.
Mme HUVET Emilie est désignée pour remplir cette fonction.

Objet : Délégation au Maire de certaines attributions du conseil municipal

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les art. L.2121-29, L.2122-22 et L.2122-23 ;
Considérant la possibilité de déléguer au Maire pour la durée de son mandat certaines attributions,
Après en avoir délibéré, le conseil municipal par 7. voix pour, .0. voix contre, .0. abstention

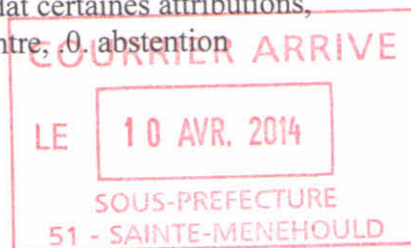
DECIDE :

- de déléguer au Maire les attributions suivantes :

1. Procéder, dans les limite fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat —en fonction du III de l'articles L. 1618-2 et de l'article L. 2221-5-1 du CGCT- et de passer à cet effet les actes nécessaires.
 - L.1618-2 III : possibilité de placer des fonds publics qui proviennent de libéralités, de l'aliénation d'un élément de leur patrimoine d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de l'établissement public ou de recettes exceptionnelles (liste fixée par l'article R. 1618-1 du CGCT).
 - L.2221-5-1 a : pour les régies, possibilité de placer les fonds qui proviennent des excédents de trésorerie résultant de leur cycle d'activité.

Cette délégation prend fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal (article 92 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014).

2. Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
 - Tous les achats publics constituent des marchés avec ou sans formalités, cette délégation est donc indispensable au fonctionnement quotidien de la commune. Pour en assurer la sécurité juridique, le conseil municipal doit toutefois préciser :
 - Les catégories de marchés concernés (travaux, services, fournitures),
 - Le montant maximum de la dépense autorisée (à défaut, le maire disposerait de l'intégralité de la compétence quel que soit le montant des marchés ; ce qui ne le dispenserait pas du respect des règles de procédures (publicité, saisine de la commission d'appel d'offres ...). Conseil : limiter la délégation au montant correspondant aux besoins courants de la commune
 - La nature des décisions susceptibles d'être précises : passation et signature ou également les décisions à prendre en cours d'exécution du contrat (résiliation, transaction ...).



- La possibilité ou non de conclure les avenants à ces marchés

3. Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.
 - Par cette délégation, le maire prend seul toutes les décisions concernant les contrats de location du domaine privé ou du domaine public de la commune (bénéficiaires, nature et consistance des terrains, régime juridique applicable, durée, non-renouvellement ...), y compris le montant initial du loyer (QE JO Sénat n°11372 du 17 décembre 2009).
4. Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes.
5. Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.
 - Cette délégation ne permet toutefois pas au maire de fixer les règles générales de délivrance et de reprise des concessions (durées, montants, rétrocession...)
6. Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
 - Le conseil municipal reste seul compétent pour les dons grevés de conditions ou de charges (entretien d'un bâtiment, d'une sépulture, affectation à des actions à caractère social...). Le maire a toutefois le pouvoir d'accepter le don à titre conservatoire, en attendant la décision du conseil (article L. 2242-4 du CGCT).
7. Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts.
8. Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien (article L. 213-3 du code de l'urbanisme) dans les conditions que fixe le conseil municipal.
 - L.213-3 : le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement. Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien. Les biens ainsi acquis entrent dans le patrimoine du délégataire.
 - Il revient au conseil de décider du contenu de cette délégation, il n'est pas tenu de fixer des conditions particulières à cette délégation, le maire est alors compétent pour l'intégralité. Inversement, la délégation peut être limitée géographiquement, financièrement ou selon d'autres critères.
9. Intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal.
 - Il appartient au conseil de définir les modalités de cette délégation, en listant les actions en justice autorisées, en précisant les degrés de juridiction et si le maire est libre ou non de choisir un avocat.
10. Donner l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local en application du code de l'urbanisme (article L.324-1).
 - Avis favorable de la commune préalablement à la réalisation d'acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières ou de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement ...
11. Signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.
12. D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.



Extrait conforme au registre des délibérations
Fait à Laval-sur-Tourbe, le 02 avril 2014

Le Maire
HUVET Odile



ABREAU
Faurau + L

Two handwritten signatures in blue ink.